

**Convention collective départementale**

IDCC : 898. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES, MÉCANIQUES,  
ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES  
(ALLIER)**

**(21 juillet 1976)**

(Etendue par arrêté du 17 octobre 1978,  
*Journal officiel* du 17 novembre 1978)

**ACCORD DU 25 NOVEMBRE 2008  
RELATIF AUX SALAIRES ET AUX PRIMES**

NOR : *ASET0851359M*

IDCC : 898

Entre :

L'UIMM de l'Allier,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

Le syndicat de la métallurgie de l'Allier CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

A compter de l'année 2008, les taux effectifs garantis annuels établis sur la base d'un horaire hebdomadaire de 35 heures, soit 151,67 heures par mois, pour chacun des divers niveaux et échelons de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, sont les suivants :

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE ANNUEL
I	1	140	15 770
	2	145	15 780

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE ANNUEL
	3	155	15 800
II	1	170	15 870
	2	180	15 950
	3	190	16 050
III	1	215	16 430
	2	225	17 510
	3	240	17 990
IV	1	255	18 840
	2	270	19 820
	3	285	20 860
V	1	305	22 240
	2	335	24 410
	3	365	27 060
		395	29 060

Ces taux effectifs garantis annuels constituant une garantie distincte de celle visée par l'accord du 13 juin 1980 n'ont pas à supporter la majoration de 5 ou 7 % prévue par ledit accord.

## Article 2

Ces taux effectifs garantis annuels s'appliquent dans les conditions définies à l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *a*, dans la convention collective du 21 juillet 1976.

## Article 3

Les taux effectifs garantis annuels comprennent les compensations pécuniaires versées pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

## Article 4

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, la valeur du point servant à la fixation du barème des rémunérations minimales hiérarchiques prévue à l'article 1<sup>er</sup> de l'avenant n° 15 du 24 janvier 1995 introduisant les nouvelles dispositions de l'article 47, paragraphe *b*, de la convention collective du 21 juillet 1976, est fixée par le présent accord à 4,609 € pour un horaire de 151,67 heures par mois.

## Article 5

L'indemnité de panier prévue à l'article 35 de la convention collective est fixée à 7,29 € à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

## **Article 6**

Les parties signataires réaffirment leur volonté de voir s'appliquer effectivement le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes pour un travail de même valeur.

Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique d'égalité professionnelle et de mixité des emplois indispensable au développement économique de notre société et à la reconnaissance de la place des femmes dans le monde du travail.

## **Article 7**

Le présent accord a été fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5, du code du travail et dépôt dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code.

Fait à Montluçon, le 25 novembre 2008.

(Suivent les signatures.)